

Macron ouvre les portes du pouvoir à la famille Le Pen et l'extrême droite

À la suite des résultats dramatiques des élections européennes, le président pyromane tente un ultime coup politicien. En choisissant la dissolution, à ce moment-là, le président espère se poser une nouvelle fois en recours face à l'extrême droite, alors qu'il n'a cessé de lui faire la

courte échelle, notamment avec son ignoble loi « asile et immigration ». Cette manipulation des institutions pour son seul profit politique est inacceptable !

Les causes de cette situation sont claires : l'enfermement d'Emmanuel Macron et son gouvernement dans une politique d'austérité désavouée par le pays et le profond désarroi dans lequel cette situation plonge les travailleuses et travailleurs, dans le privé comme dans le public, les retraités, les jeunes ou les privés d'emploi.



Ce parti xénophobe veut apparaître comme étant un parti qui serait du côté des salariés, des retraités, des précaires... C'est-à-dire proche de nous ?

C'est une imposture!!!

Désormais, nous allons devoir élire une nouvelle Assemblée nationale

Le rôle de la CGT est de vous donner des éléments de réflexion fondés sur des données factuelles dont les médias ne vous informent jamais. Pour cela, les positions et votes du RN à l'Assemblée Nationale n'ont même pas besoin de commentaires.

Un exemple significatif de ce double langage : le RN a abandonné la revendication de la retraite à 60 ans. Son programme en la matière est tout aussi libéral que celui de Macron.

Proche du patronat, poujadiste, ce parti fasciste demande des augmentations de salaires en échange de baisses de cotisations qui servent à financer les retraites, la Sécurité Sociale ... Bien vue la manipulation des cerveaux ! En clair, ce sont les salariés qui paient leur propre augmentation en reniant leurs droits.

Le RN est absent de toutes les mobilisations sociales et s'oppose aux grèves. C'est pour cela que les patrons se mettent progressivement à soutenir et promouvoir l'extrême droite. Leur programme commun, c'est le recul de nos droits.





Lorsque l'extrême droite prend le pouvoir, elle attaque des associations comme le secours populaire dans les Mairie qu'elle a pervertie. Elle change les règles pour le garder. « Essayer » de telles politiques a forcément des conséquences irréversibles.

La CGT appelle les salarié·es à ne pas donner une seule voix à l'extrême droite lors des élections législatives !

Votes du RN à l'Assemblée Nationale :

Sur le POUVOIR D'ACHAT

- Contre le blocage des prix des produits de première nécessité
- Contre la gratuité des cantines scolaires pour les plus modestes
- Contre la revalorisation des petites retraites
- Contre la garantie de l'autonomie des jeunes à 1 063 €
- Contre le gel des prix des loyers
- Contre les hébergements d'urgence Travail

FΤ

- Pour la fin des droits au chômage après un abandon de poste
- Pour la fin des allocations de chômage si un refus de CDI à la fin d'un CDD
- Pour la réduction des droits au chômage des étrangers hors UE
- Pour l'interdiction de la présence des étrangers au sein des instances représentatives des entreprises
- Pour la limitation des droits de vote des travailleurs précaires au élections professionnelles

Sur l'ÉDUCATION ET CULTURE

- Contre la gratuité des fournitures scolaires pour les plus modestes
- Contre l'achat des mangas avec le Pass Culture
- Contre l'augmentation des budgets des universités
- Pour l'interdiction de l'écriture inclusive

Sur les SALAIRES

- Contre l'augmentation du SMIC
- Contre l'indexation des salaires sur l'inflation
- Contre l'encadrement des salaires

Sur l'ÉCOLOGIE

- Contre la taxation des yachts et jets privets
- Contre la suppression de la niche fiscale du kérosène aérien

Sur la FISCALITÉ

- Contre une taxe sur les revenus supérieurs à 3 millions d'€
- Contre la taxe sur les supers profits
- Contre l'augmentation de la TVA sur les produits de luxe
- Contre la hausse des moyens pour lutter contre la fraude fiscale
- Contre le rétablissement de l'ISF
- Pour la hausse du plafond de défiscalisation des heures supplémentaires
- Pour la baisse des impôts de production CVAE

Sur Les SERVICES PUBLICS

- Contre le recrutement de sapeurs-pompiers et la revalorisation de leurs salaires
- Contre l'attribution d'un milliard d'€ dans le cadre de la lutte contre les violences faites aux femmes

Ces votes contre les intérêts des travailleurs sont la preuve que le RN est un parti au service des riches. Et pourtant Macron a été élu pour faire face au RN et combattre ses idées. Depuis le RN n'a jamais été aussi fort. Cherchez l'erreur!





La CGT appelle les salarié·es à un sursaut et à se mobiliser pour le progrès social!

Nous voulons du changement dans nos vies!

La poursuite de la politique néolibérale qui est menée depuis vingt ans, marquée ces dernières années par les reculs de nos salaires ou des droits au travail, dont Emmanuel Macron a été le champion sourd et violent, est également une impasse. Elle a nourri l'extrême droite et détruit la confiance envers le système politique.



Le gouvernement Macron, sous l'hégémonie du patronat, porte une immense responsabilité, puisqu'il a fait prévaloir les intérêts des grandes fortunes et des multinationales au détriment de l'intérêt général.

La liste de ses méfaits est longue :

- Régressions sur les retraites et le chômage ;
- Baisse de nos salaires en ne payant plus les cotisations sociales ;
- Budgets d'austérité sur les services publics ;
- Cadeaux fiscaux aux milliardaires et aux entreprises ;
- Lobbying pour les accords de libre-échange qui dérégulent et provoquent les délocalisations massives;
- Défense de l'agrobusiness qui fracasse les campagnes.

Le résultat, c'est que nous avons du mal à boucler les fins de mois, que l'école, l'hôpital, l'énergie, les transports sont dans un état déplorable, alors que les dividendes versés aux actionnaires battent des records chaque année. Nous avons besoin de trouver et de mettre en œuvre des réponses aux problèmes quotidiens qui pourrissent nos vies!

La dissolution de l'Assemblée nationale doit nous permettre d'élire des député·es qui portent ces réponses.

La mobilisation populaire a poussé la gauche à s'unir et à reprendre de nombreuses propositions du mouvement social.





La CGT propose aux salarié·es de s'organiser dans tous les lieux de travail pour gagner sur nos revendications :

- Augmentation immédiate des salaires, du Smic, des retraites et des minima sociaux.
 Indexation des salaires sur les prix.
- Mesures concrètes pour l'égalité salariale entre les femmes et les hommes ;
- Des moyens pour améliorer les conditions de travail dans les entreprises et les services, en commençant par le rétablissement des CHSCT;
- Renforcement de la Sécurité sociale protectrice des citoyennes ;
- Retour à la retraite à 60 ans et départs anticipés pour les métiers pénibles ;
- Amélioration de l'indemnisation des salarié·es frappé·es par le chômage;
- Moyens pour l'hôpital public et les réseaux de soins ;
- Moyens pour l'école (de la maternelle à l'université) et la recherche ;
- Politique de relance de la production, de la relocalisation et de l'emploi industriel pour le progrès social et environnemental ;
- Renforcement de tous les services publics et lancement de grands travaux environnementaux (énergie, transports, logement, eau... investissement dans l'agriculture de proximité et de qualité);
- Garantie des mêmes droits pour un même travail : régularisation des travailleurs et travailleuses sans papiers ;
- Mesures de justice fiscale (taxe sur les grandes fortunes, les profits, les rachats d'actions, progressivité de l'impôt...).

Personne ne nous fera de cadeaux: en plus de la pression populaire pour les élections législatives, les solutions reposent aussi sur notre implication en commençant par nous syndiquer pour nous organiser.

Pour arracher ces progrès sociaux, nous devons nous organiser avec nos syndicats pour porter nos revendications et n'exclure aucun mode d'action pour gagner – y compris la grève.

L'UD CGT 37 appelle à participer à toutes les initiatives rassemblements, manifestations, prises de parole... pour refuser l'inimaginable



Saint-Avertin, le 17 juin 2024 – Ne pas jeter sur la voie publique

